



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n° 25-2024-08-27-00005

du 27 AOUT 2024

autorisant la prolongation de la durée de l'autorisation de la carrière exploitée par la société
ETS BARTHOULOT sur le territoire de la commune de PAYS DE CLERVAL

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-133-0021 du 13 mai 2011 autorisant la société ETS BARTHOULOT à exploiter une carrière de roche calcaire sur le territoire de l'ancienne commune de Chaux les Clerval (devenue Pays de Clerval) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 25-2016-04-19-006 du 19 avril 2016 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société ETS BARTHOULOT sur le territoire de l'ancienne commune de Chaux les Clerval (devenue Pays de Clerval) ;

Vu l'arrêté n°25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu la déclaration du 14 mars 2024 de la société ETS BARTHOULOT, dont le siège social est situé 13 rue d'Alsace à Pont de Roide (25 150) en vue de prolonger la durée d'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pays de Clerval ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 02/08/2024 en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 12/08/2024 ;

Vu le rapport du 20/08/2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société ETS BARTHOULOT portent sur une prolongation de 2 ans de la durée d'exploitation de la carrière, sans étendre ni approfondir le gisement à extraire et sans modification du rythme d'extraction de la carrière ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société ETS BARTHOULOT ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois d'adapter les dispositions des arrêtés préfectoraux du 13 mai 2011 et du 19 avril 2016 susvisés en modifiant la durée de l'autorisation, le montant des garanties financières, le plan de phasage ;

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La validité de l'autorisation d'exploiter de la carrière exploitée par la société ÉTABLISSEMENTS BARTHOULOT TRAVAUX PUBLICS DÉMOLITION (ETS BARTHOULOT) sur le territoire de la commune de PAYS DE CLERVAL, objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-133-0021 du 13 mai 2011 susvisé est prorogée de 2 ans, soit jusqu'au 13 mai 2028.

Article 2 : Durée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La présente autorisation est accordée pour une durée maximale d'exploitation de 17 ans comptée à partir de la signature du présent arrêté, et qui englobe la remise en état définitive du site dont les modalités sont définies à l'article 37 et suivants du présent arrêté. »

Article 3 : Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Le montant de référence des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, doit être au moins égal à (indice TP01 de mai 2024 publié en juillet 2024 de 130,1 et TVA = 20 %) pour la période d'exploitation qui va du 13 mai 2026 au 13 mai 2028 : 320 187 € »

Article 4 : Modalités d'extraction

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation de la carrière est poursuivie sur une période supplémentaire jusqu'au 13 mai 2027 conformément au plan de phasage présent en annexe 1 du présent arrêté »

Les plans de phasage de l'extraction présents en annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2016 susvisé sont complétés par le plan de phasage présent en annexe 1 du présent arrêté.

Article 5 : Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société ETS BARTHOULOT dont le siège social est situé au 13 rue d'Alsace 25 150 PONT DE ROIDE.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de ré-

ception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 7 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté et le maire de Pays de Clerval sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,


Nathalie VALLEIX

Annexe 1 : Plan d'exploitation de la période supplémentaire

